

Vers une économie non-violente

Étienne Godinot

22.06.2011



Précision

Les images présentées dans ces diaporamas nous ont été fournies par des sources diverses.

Ne pouvant nous assurer qu'elles ne sont pas soumises au régime des **droits d'auteur**, nous prions leurs ayants droit éventuels de nous préciser s'ils souhaitent que nous les retirions.

Vers une économie non-violente

Sommaire

1 - Définitions, historique, concepts voisins

- Économie et économicisme, violence et non-violence
- Les sanctions économiques (l'action non-violente dans le domaine économique)
- Tentative de définition de l'économie non-violente
- Les penseurs et acteurs d'alternatives économiques
- L'économie alternative et solidaire
- Le commerce équitable

2 - La pensée économique de Gandhi

- Les inspirateurs de Gandhi
- La critique du modèle occidental de société
- Les principes de base d'organisation de la société selon Gandhi
- Les successeurs de Gandhi dans le domaine économique
- Des exemples d'économie gandhienne
- Quelques orientations en Occident ?

Vers une économie non-violente

Sommaire (suite)

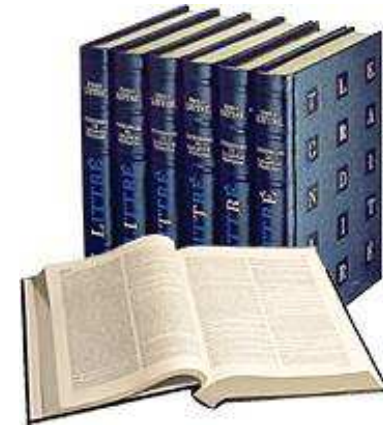
3 - Quelques autres approches

- La vision bouddhiste de l'économie (Lama Denys Rinpoché)
- La doctrine sociale de l'Église catholique
- L'économie basée sur la paix selon Cheikh Ahmadou Bamba
- L'économie Yin et Yang

4 - La décroissance

- Historique, penseurs
- Une transformation collective, politique et sociale
- Décroissance et démocratie
- Priorité à l'être par rapport à l'avoir
- Trois axes d'action

Définitions, historique, concepts voisins



- 1- Économie et économicisme, violence et non-violence**
- 2 - Les sanctions économiques (l'action non-violente dans le domaine économique)**
- 3 - Tentative de définition de l'économie non-violente**
- 4 - Les penseurs et acteurs d'alternatives économiques**
- 5 - L'économie alternative et solidaire**
- 6 - Le commerce équitable**

1 - Définitions : Économie, économicisme,

L'activité économique vise à satisfaire les besoins humains (nourriture, logement, hygiène, santé, transport, culture, loisirs, soins funéraires, etc.). On la décompose généralement ainsi :

1) la **production** vise à créer les biens et les services en combinant des ressources naturelles (vent, soleil, eau, mer, bois, ressources minières, etc.), un outil de production (machines, bâtiments, véhicules, brevets, etc.) et du travail humain.

2) la **consommation** consiste à satisfaire un besoin, à se procurer des biens ou des services, à les utiliser et, d'une manière ou d'une autre, à les détruire.



Économie, économicisme



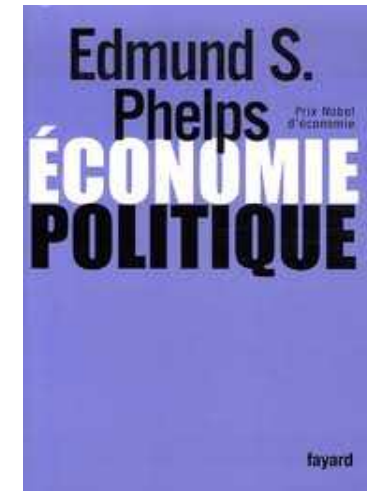
3) **l'échange** vise, directement (troc) ou par l'intermédiaire d'instruments monétaires, à acheter des biens ou un services et à les vendre sur un marché (vendre ce qu'on sait produire et acheter ce qu'on ne sait pas, ce qu'on ne veut pas ou ce qu'on n'a pas le temps de produire soi-même), à les faire passer du producteur au consommateur final.

4) **la répartition**, ou redistribution, qui relève du pouvoir politique, vise à attribuer des prestations ou à prélever des revenus aux agents économiques en fonction de critères définis par la collectivité (justice sociale, solidarité, etc.), indépendamment de leur contribution à la production.

Économie, économicisme

L'économie est la science étudiant l'activité économique au sein de la société (« économie politique ») ou l'ensemble des règles de bonne gestion à respecter par les acteurs économiques (« économie d'entreprise »).

C'est aussi le système économique dans son ensemble (« économie libérale », « économie dirigée », « interventionnisme keynésien », etc.)



Économie, économicisme

L'économisme ou économicisme est une idéologie qui non seulement considère l'activité économique comme centrale et prédominante parmi les activités humaines, ce qui n'a pas toujours été le cas et ne l'est pas partout, mais aussi considère l'économie comme un ensemble organisé autonome, avec ses règles, ses mécanismes propres, déconnecté de l'activité et de la vie humaines.



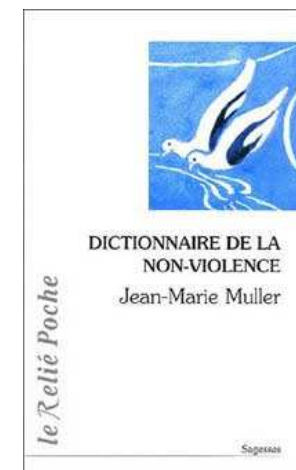
Définitions : violence, non-violence

Le conflit est la mise au jour d'une tension, d'un désaccord, d'une différence. Il permet la reconnaissance de l'autre, et permet aux besoins de s'exprimer, aux souffrances de s'extérioriser, et à la personne de grandir en évitant la fusion.

Le conflit est le signe de la vie et de la démocratie.

Pour combattre la violence, il faut réhabiliter le conflit, mais il faut résoudre les conflits dans le respect de l'autre.

Photo : Jean-Marie Muller



Violence, non-violence

La combativité est nécessaire pour assumer les conflits.

Elle est une force de vie et d'affirmation de soi nécessaire pour exister devant l'autre, pour l'affronter sans se dérober, pour surmonter sa peur d'agir.

La première tâche d'une action non-violente est de réveiller la combativité de ceux qui subissent l'injustice.



Photo : Martin Luther King

Violence, non-violence

La lutte est un affrontement, un combat pour faire respecter un droit, faire aboutir une revendication, faire évoluer une loi. La lutte pour la justice exige des moyens justes et ajustés, c'est-à-dire non-violents.



La force est une cause provoquant un effet ou un mouvement. Le rapport de force crée les conditions d'un dialogue permettant de négocier une solution juste au conflit.

La force qui oblige l'adversaire à céder n'est pas la violence qui meurtrit et qui détruit

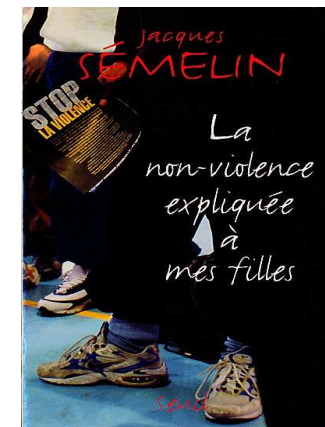


Photo : Jacques Sémelin

Violence, non-violence



La violence est toute parole, action ou omission de l'homme qui viole la personne de l'autre, ses droits, son identité, tout ce qui détruit ou meurtrit l'autre, physiquement ou psychologiquement.



Violence, non-violence



La violence structurelle * est la violence provoquée par les systèmes et les idéologies de domination, de discrimination et d'injustice.

Exemples : machisme, paradis fiscaux, accaparement des terres, corruption, etc.

L'expression est de Johann Galtung.
Helder Camara parlait de la violence du « désordre établi »



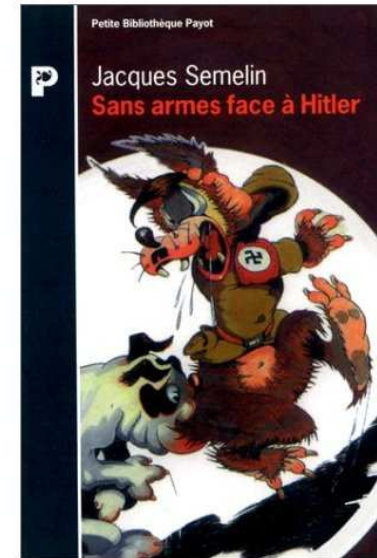
Violence, non-violence

Mais la violence est aussi une **méthode d'action** qui paraît parfois nécessaire,

- soit pour défendre l'ordre établi quand il garantit la liberté,
- soit pour combattre de désordre établi lorsqu'il maintient l'oppression.

C'est pourquoi la violence exige une **alternative** efficace dans l'action politique.

Photo du bas : Brigades de Paix Internationales



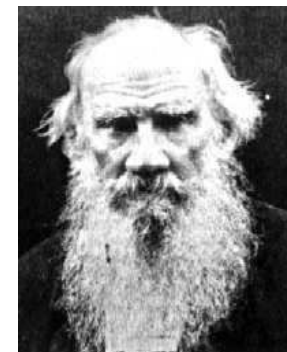
Violence, non-violence

L'analyse de la société selon la non-violence

La force des injustices et des violences dans une société repose sur la **collaboration** (le silence, la résignation, la passivité, etc.) de la majorité des membres de cette société.

La non-violence est la non-collaboration avec l'injustice et le mensonge,

Photos : Etienne de la Boétie,
David Henry Thoreau,
Léon Tolstoï



Violence, non-violence

L'action non-violente n'exclut pas la **pression** ni la **contrainte** visant à **faire céder l'adversaire**, tout en le respectant, et avec une visée de réconciliation.

Les marches, les sit-in, le boycott, la désobéissance civile collective et publique aux lois injustes sont des formes de cette non-coopération.

Photos : Gandhi filant pendant la campagne de boycott des tissus anglais

Marche Janadesh du mouvement Ekta Parishad en 2007



Violence, non-violence

L'action non-violente exige une **analyse** politique rigoureuse :

- motivations et forces des **acteurs** en présence
- rôle des **tiers**, notamment de l'opinion publique
- **objectifs** clairs, limités et atteignables

Photos : « Mur de la honte » entre Israël et Palestine
Action non-violente de Palestiniens



Violence, non-violence

La non-collaboration est associée à un **programme constructif** alternatif.

photo à droite : Bergerie de la Blaquière construite illégalement sur le plateau du Larzac



Violence, non-violence

La réalisation du programme constructif doit permettre à ceux qui jusque-là ont été maintenus dans une situation de mineurs à l'intérieur des structures économiques et politiques, de **prendre en charge leur propre destin** et de participer directement à la gestion des affaires qui les concernent.

Photos : Palabre en Afrique
Nelson Mandela



2 - Les sanctions économiques

Des exemples d'action non-violente dans le domaine économique :

- La **grève** est la cessation collective et concertée du travail pour obliger l'employeur à satisfaire une revendication.
Elle a été pendant des décennies un moyen nécessaire et efficace au service des classes opprimées et des catégories socioprofessionnelles les moins favorisées, mais certaines perversions de la revendication syndicale ont malmené sa légitimité.

D'autres moyens sont sans doute à trouver aujourd'hui, qui font pression sur l'employeur sans pénaliser les usagers ni menacer l'entreprise elle-même.



Les sanctions économiques

- Le **boycott** est le refus d'acheter un produit ou d'utiliser un service, afin de priver le fournisseur de ce bien ou le prestataire de ce service d'une rentrée financière



Ex : - en Inde, boycott des tissus anglais par Gandhi et promotion de la production textile locale indienne ;

- aux USA, boycott des bus de Montgomery en 1955 ;

- aux USA, boycott du raisin et de la laitue produits par les grandes firmes agroalimentaires dans les années 1970 à l'appel César Chavez

Les sanctions économiques

- L'**embargo**, dans les rapports entre États, est le refus de vendre certains produits à un pays pour lui manifester un désaccord avec sa politique ou dans l'espoir qu'on pourra le contraindre à en changer

Exemples

- embargo de la France sur les armes à destination d'Israël après la guerre des Six jours, décidé par de Gaulle
- sanctions économiques internationales contre la Rhodésie de Ian Smith, partisan déterminé du maintien des privilèges de la minorité blanche.



Les sanctions économiques

- Le **désinvestissement** est la décision d'un pays ou d'une entreprise de ne plus investir dans un autre pays pour des raisons politiques

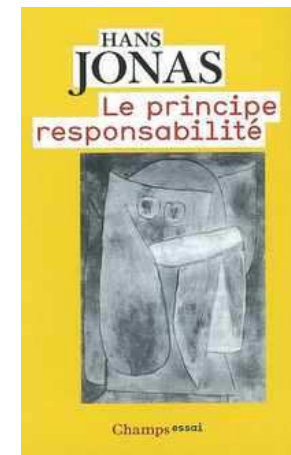
Exemples :

- En 2009, la Banque centrale norvégienne s'est désinvestie de la société israélienne *Elbit* au motif que celle-ci avait fourni des installations de surveillance électronique lors de la construction du Mur
- En Suède, le groupe *Alstom* a été exclu du fonds de pension AP7 à cause de sa participation à la construction du tramway qui doit relier Jérusalem aux colonies voisines)



Les sanctions économiques

- L'efficacité des sanctions économiques est limitée : elles sanctionnent celui qui les subit, mais aussi, le plus souvent, celui qui les exerce, puisque le propre de l'échange économique est d'être profitable aux deux partenaires. Par ailleurs, la victime d'un boycott ou d'un embargo trouve presque toujours un autre fournisseur ou un autre client.
- Si aucune d'entre elles ne fait usage de violence physique, cela ne signifie pas automatiquement qu'elles soient non-violentes ! C'est cas par cas qu'il faut examiner la cohérence entre le moyen utilisé et la fin poursuivie.



Les tensions et conflits dans le champ économique

Les tensions et conflits sont nombreux dans le champ économique, et ils sont le signe de la vie :

- entre le fournisseur et le responsable des achats ;
- entre le prêteur et l'emprunteur ;
- entre le commerçant et le consommateur ;
- entre l'employeur et le salarié ;
- entre des concurrents sur un même marché ;
- dans la répartition des bénéfices, entre les intérêts des actionnaires, ceux des salariés, ceux de l'entreprise, ceux du client, etc.



Les tensions et conflits dans l'entreprise

L'entreprise est par essence un lieu conflictuel, car ses différents acteurs ont des intérêts divergents ou différents. Il faut pourtant que ces acteurs parviennent à s'entendre pour que l'entreprise, créatrice de richesse, puisse vivre et se développer.

La problématique de l'entreprise - pas simple, on en conviendra... - est donc la suivante :

Comment satisfaire à la fois les **clients**, le **personnel** et les **propriétaires** (porteurs de parts, actionnaires, etc.) sans étrangler les **fournisseurs**, tout en finançant le développement de **l'entreprise** et en se souciant du **bien commun** (tissu local, équilibres régionaux ou mondiaux, environnement écologique) ?



Les tensions et conflits dans le champ économique et dans l'entreprise

La notion d'équilibre est tout à fait centrale dans cette problématique.

Cet équilibre, loin d'être statique, est un **équilibre dynamique et instable** tel celui d'une bicyclette en mouvement...



3 - Proposition de définition de

l'économie non-violente

Une économie non-violente, dans son acception négative, est une activité et un système économiques qui **ne nuisent pas** ou nuisent le moins possible à l'autre homme, au bien commun ou à la nature.

Dans son acception positive, c'est une économie dans laquelle les acteurs gèrent leurs relations et résolvent leurs conflits dans le **respect** de l'autre, dans une **dynamique d'équilibre** optimal en vue de l'intérêt général :

- intérêt de tous les acteurs de l'entreprise,
- bien commun de la société,
- avenir de l'humanité,
- respect et restauration de la biosphère.



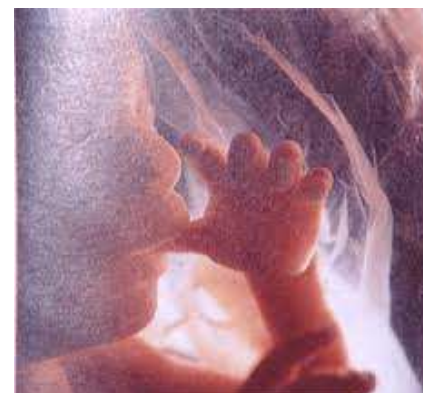
Proposition de définition de l'économie non-violente

C'est aussi une économie **respectueuse de la vie** et des rythmes de la vie.

« L'humanité n'a pas su faire la distinction entre la croissance et le développement.

*La **croissance** comme fin en soi, c'est la stratégie des cellules cancéreuses. C'est la prolifération incontrôlée, illimitée, sans égard pour le système qui la supporte, qui aboutit à la dégénérescence et à la mort.*

*Le **développement**, au contraire, c'est la stratégie de l'embryon : mettre les choses qu'il faut à leur juste place et en temps voulu, et en veillant à respecter leurs relations ».*



Déclaration du Conseil Œcuménique des Églises,
Canberra, 1987

4- Les penseurs et acteurs d'alternatives économiques

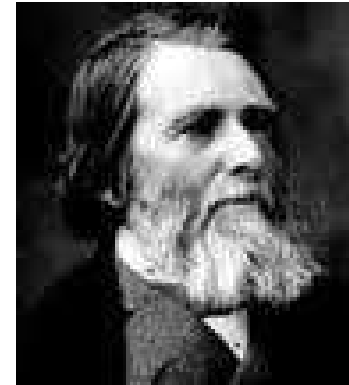
- Jean Charles de **Simondi** (1773-1842)
Une distribution plus équitable des bénéfices impliquerait une meilleure expansion des marchés
- **Socialistes utopistes** : Robert **Owen** (1771-1858), Claude Henri de Rouvroy, comte de **St Simon** (1760-1825), Charles **Fourier** (1772-1837), Victor **Considerant** (1808-1893), Jean-Baptiste **Godin** (1817-1888) :
Communautés et entreprises modèles, imaginées ou mises en œuvre



Photos : Sismondi
St Simon

Les penseurs d'alternatives économiques

- John **Ruskin** (1819-1900) « Le gouvernement et la coopération sont les lois de la vie. L'anarchie et la concurrence sont les lois de la mort. »
- Rudolf **Steiner** (1861-1925) : c'est l'altruisme, le sens de la fraternité, qui est le moteur essentiel de l'activité économique



Les penseurs d'alternatives économiques : la « tripartition sociale » selon Rudolf Steiner

Les fondements de l'organisation sociale sont :

- le domaine de **la culture** et de l'esprit où l'individu peut exprimer ses diverses capacités : science, art, spiritualité et religion y offrent un chemin de **liberté** individuelle
- **la politique** qui élabore les lois; elle trouve son expression dans les assemblées démocratiques pour développer **l'égalité** entre les hommes
- **l'économie** répond aux besoins des hommes. Groupés en associations non corporatistes, ceux-ci peuvent développer l'intérêt pour autrui et vivre l'économie en **fraternité**



Les penseurs d'alternatives économiques



Ernst Fritz **Schuhmacher** (1911-1977)

Small is beautiful (1973)

Référence au Bouddha et à Gandhi

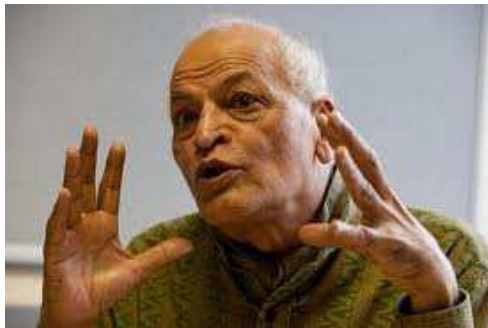
La société industrielle occidentale est incapable d'apprécier et de préserver son capital naturel (eau et air purs, sol vivant, biodiversité, ...).

La production de ressources locales pour les besoins locaux est le mode le plus rationnel de la vie économique

Le travail est une activité signifiante dans lequel on doit pouvoir se réaliser de façon créative, utile et productive avec la tête et les mains.

Les penseurs d'alternatives économiques : Schuhmacher

L' économie bouddhiste
recherche une prospérité qui permet
l'accomplissement de l'existence humaine en
utilisant aussi peu de moyens que possible.



*« L'économie sans bouddhisme, c'est-à-dire
sans valeurs spirituelles, humaines et
écologiques, c'est comme le sexe sans
amour. »*

Photo : Satish Kumar, directeur du *Schuhmacher*
college de l'Université de Plymouth

Les penseurs d'alternatives économiques : Schuhmacher

L'amélioration des conditions de vie ne passe pas par une technologie sophistiquée nécessitant des importations coûteuses, mais par une technologie à visage humain basée sur des techniques locales traditionnelles permettant de générer un revenu pour un maximum de gens.

Sont nécessaires

- la délégation de toutes les décisions au niveau le plus bas possible
- et l'obligation faite aux supérieurs de justifier leurs actions.

Toute tentative pour transférer le modèle des pays riches vers les autres régions du monde ne peut que conduire à la pauvreté de masse.

Photo : Collège Schuhmacher



Les penseurs d'alternatives économiques : Schuhmacher

« Si les vices humains tels que l'avidité et l'envie sont systématiquement cultivés, le résultat inévitable n'en sera pas moins que l'effondrement de l'intelligence.



Si toute la société est infectée par ces vices, elle pourra certes réaliser des choses étonnantes mais elle sera de plus en plus incapable de résoudre les problèmes les plus élémentaires de l'existence quotidienne »

E. F. Schuhmacher



Les penseurs d'alternatives économiques :

Alternatives économiques



Le magazine mensuel *Alternatives économiques* a été fondée par l'économiste Denis Clerc en réaction à l'affirmation « *There is no alternative* » de Margaret Thatcher.



Proche du keynésianisme, *Alternatives économiques* traite également des thèmes altermondialistes et se montre critique vis-à-vis du néolibéralisme et de l'école néoclassique. Le journal revendique explicitement une ligne éditoriale « de gauche ».

Les acteurs d'alternatives économiques : ATTAC

Fondée en 1998, ATTAC (*Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne*) promeut et mène des actions de tous ordres en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde.

ATTAC se revendique comme un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, et considère que le premier outil pour changer le monde est le savoir des citoyens. ATTAC produit analyses et expertises, organise des conférences, des réunions publiques, participe à des manifestations...



Les acteurs d'alternatives économiques : ATTAC

Les propositions d'ATTAC

- Mise hors d'état de nuire des **marchés financiers** : limites à la libre circulation des capitaux; régulations comme la taxe sur les transactions financières pour réduire drastiquement toute activité spéculative.
- **La socialisation du secteur bancaire**, pour que les décisions d'investissement des banques soient dictées par des impératifs sociaux et écologiques et non par de profit à court terme.
- La fermeture des **paradis fiscaux** pour mettre fin aux activités financières occultes et à l'évasion fiscale.



Les acteurs d'alternatives économiques : ATTAC

Les propositions d'ATTAC (suite)

- La mise en place de restrictions aux activités des transnationales à travers **l'adoption de réglementations internationales**
- L'annulation de la **dette publique** des pays en développement
- Une augmentation de la **taxation des revenus** financiers et des grands patrimoines.
- La reconnaissance de **biens communs de l'humanité** pour garantir le respect des droits humains : accès à l'eau, à l'éducation, à la santé, etc.



Les acteurs d'alternatives économiques : ATTAC

Les propositions d'ATTAC (suite)

- Une **agriculture** sociale et écologique, sans OGM, respectueuse du principe de souveraineté alimentaire et permettant aux paysans de vivre décemment, au Nord comme au Sud
- Lutte contre le processus de marchandisation de la société, de privatisation des services publics
- Mise en oeuvre de modes de **résolution pacifique des conflits** (ATTAC applique la non-violence dans ses actions)



5 - L'économie alternative et solidaire

1. Nouveaux rapports humains qui se traduisent par la suppression d'une **hiérarchie** stricte et par la mise en œuvre d'une certaine rotation des **tâches** ;
2. Solidarité avec les **exclus** du système dit « productif » dans nos pays riches, et avec les pays du **Sud** ;
3. Possibilité aux citoyens de **décider en commun** et de s'approprier les leviers de commande pour une **production locale ou régionale**, axée sur les **besoins** : cette réappropriation se fait aussi dans un souci d'autonomie ;



D'après Anne Potier, Philippe Outrequin et Patrice Sauvage,
Les entreprises alternatives, Syros, 1992

L'économie alternative et solidaire

4. **Autonomie** des personnes au sein de l'entreprise, mais aussi de l'entreprise vis-à-vis des différentes institutions, notamment les banques ;
5. Production de **richesses socialement utiles**, en réponse aux déviations du système actuel ;
6. Respect de l'**environnement**, non seulement dans ce qui est produit, mais aussi dans la manière de produire.



Photo : Muhammad Yunus

L'économie alternative et solidaire

« L'économie sociale et solidaire »

- 1) Organisations identifiées par leur statut et occupant une place importante dans la vie économique (coopératives, mutuelles, syndicats, fondations)
- 2) Activités visant à expérimenter de nouveaux modèles de fonctionnement de l'économie
 - Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)
 - Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC), systèmes d'échanges locaux (SEL)
 - Entreprises de commerce équitable



6 - Le commerce équitable

Le commerce équitable consiste à travailler en priorité avec des groupes de petits producteurs défavorisés dans les pays du Sud, de construire avec eux des relations commerciales justes et solidaires,

avec une démarche écologique (agriculture biologique, compensation carbone du transport)

Il repose sur une autre vision du monde, et propose un autre modèle économique destiné à rendre dépassé le modèle actuel



Le commerce équitable

L'accompagnement des producteurs a deux objectifs principaux :

- 1 - garantir des conditions de travail et de rémunération décentes pour les travailleurs
- 2 - favoriser le développement des centres de production de manière autonome et durable.



Le commerce équitable

5 critères d'exigence

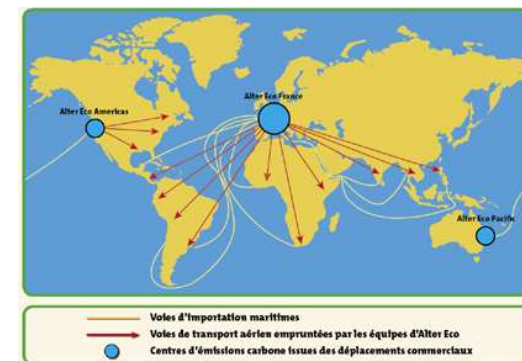
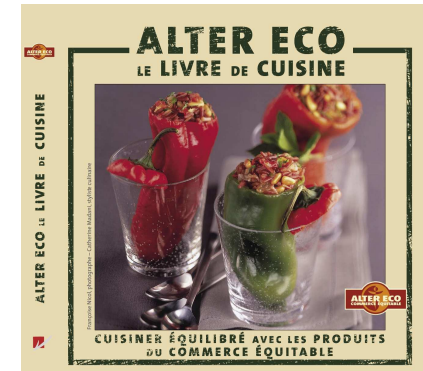
1. **Solidaire** : travailler en priorité avec les producteurs les plus défavorisés dans une approche de développement durable.
2. **Juste** : rémunération juste du producteur
3. **Direct** : relation la plus directe possible entre le producteur et le consommateur afin de maximiser la marge au producteur.
4. **Transparent** : bonne information sur le producteur et les produits : leur origine et leur parcours. Accepter le contrôle à chaque étape du processus.
5. **Digne** : conditions de travail décentes pour les salariés (hygiène, sécurité, horaires de travail, etc.)



Le commerce équitable

5 conditions à la vente de produits équitables

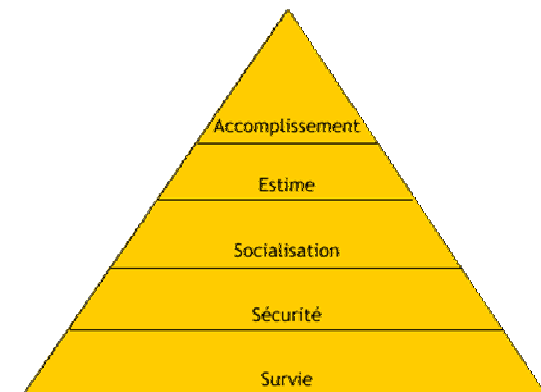
- Une réglementation stricte (norme NF et ISO)
- Éducation et formation des consommateurs (à l'école, etc.)
- Information du public (rémunération du producteur, impact environnemental du produit)
- Encouragement de l'entrepreneuriat, soutien spécifique aux projets socialement responsables
- Modification des échanges mondiaux (statuts de l'OMC, pouvoirs d'arbitrage et de sanction des instances internationales)



Proposition de définition de l'économie non-violente (suite)

Par rapport aux concepts existants d'économie alternative et solidaire et de commerce équitable, le concept d'économie non-violente apporte les notions supplémentaires suivantes ou les développe :

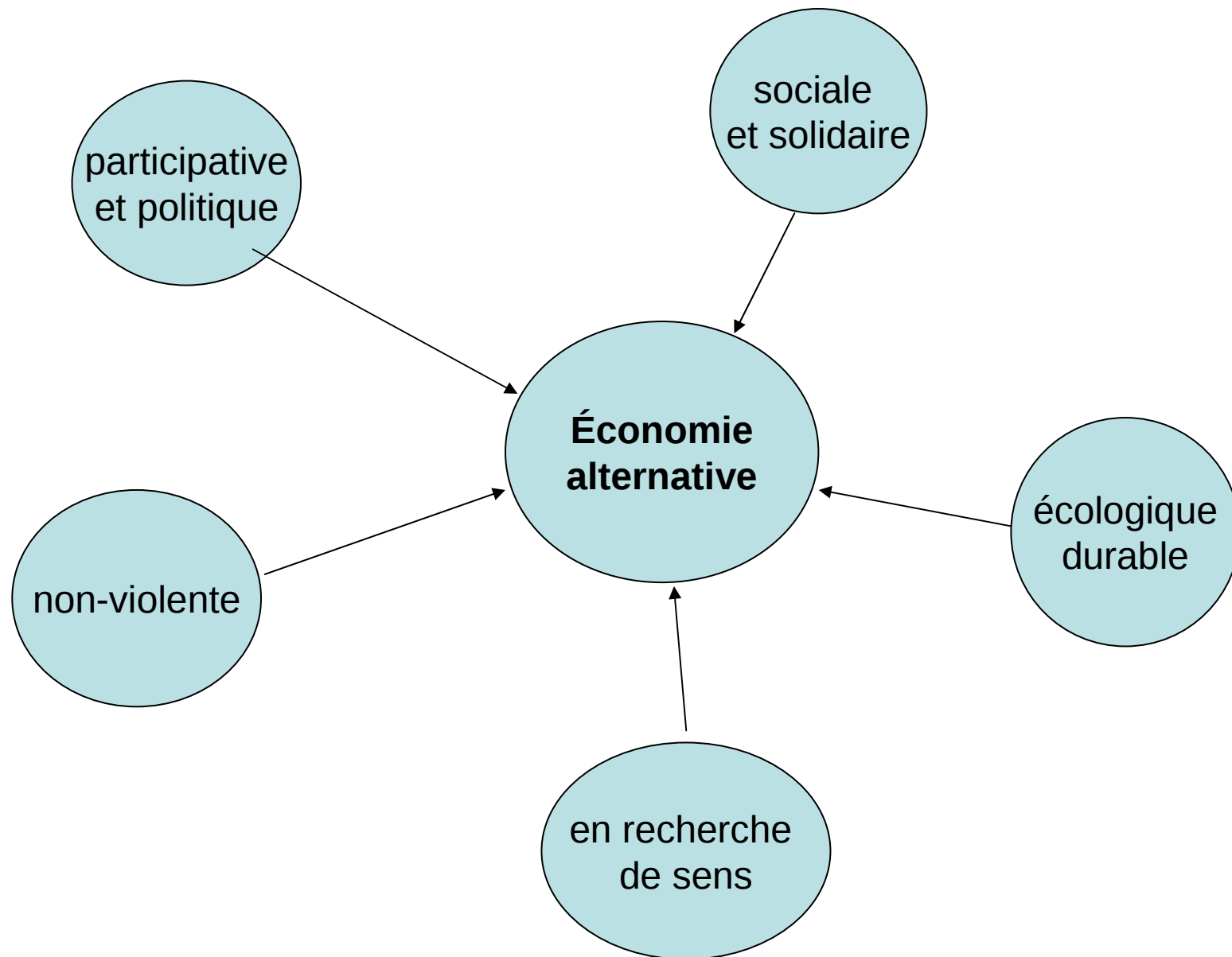
- **Hiérarchisation des besoins,**
- **Satisfaction des besoins** en évitant l'avidité du « toujours plus »
- **Autonomie maximale** des pays, des régions mondiales, pour satisfaire les besoins de base



Proposition de définition de l'économie non-violente (suite)

- **Non-violence** envers la nature, et particulièrement envers la **biodiversité**
- Respect de la **vie** et des **rythmes de la vie**
- Souci du **bien commun** et donc souci du **long terme**
- **Résolution non-violente** des tensions et des **conflits** entre acteurs de l'économie
- **Équilibre** entre acteurs au plan local ou international





1 - Économie sociale et solidaire

- Production de richesses socialement utiles
- Solidarité avec les exclus du Nord et du Sud
- Souci et implication des exclus et des plus pauvres dans les objectifs et les plans d'action
- Partage équitable des bénéfices entre propriétaires, salariés, entreprise, clients, environnement
- Rotation des tâches
- Management participatif



Photo : Jacques Baratier

2 - Économie écologique et durable

- Dans la nature des produits et dans la façon de les produire
- Respect de la vie et des rythmes de la vie
- Préservation des ressources naturelles
- Agriculture biologique
- Énergies renouvelables
- Transports en commun, non polluants
- Réparer les dégâts causés à la biosphère



3 - Économie participative et politique

- Définition collective des besoins de base et des moyens de les satisfaire, hiérarchisation des besoins
- Principe de subsidiarité : les décisions doivent prises au niveau le plus proche des intéressés
- Redistribution : fiscalité, allocations sociales
- Urbanisme, transports
- Législation (du commerce, du travail, droit des sociétés, règles du commerce international, etc.)
- Éducation, formation, apprentissage tout au long de la vie
- Autonomie maximale des personnes dans l'entreprise, de l'entreprise vis-à-vis des banques



4 - Économie non-violente



- Non-violence envers la nature et la biodiversité
- Simplification des besoins
- Autonomie locale maximum concernant les besoins de base (agriculture, énergie)
- Gestion non-violente des conflits (dans l'entreprise, entre les entreprises, dans les relations économiques internationales)
- Priorité aux petites unités industrielles proches des ressources naturelles
- Réduction de l'automatisation, réhabilitation du travail manuel
- Sanctions économiques contre les entreprises ou les pays non respectueux des droits humains

5 - Économie en recherche de sens (spirituelle)

- Économie au service d'un projet politique lui-même inspiré par une sagesse
- Transformation personnelle, responsabilité (des consommateurs, des contribuables, etc.)
« intériorité citoyenne »
- Décloisonner science et conscience, juger la technique, se poser la question du *pourquoi* ? avant celle du *comment* ?
- Souci du long terme, des générations futures
- Inventer une nouvelle relation au temps : prendre le temps de s'arrêter, de réfléchir, de contempler



Photo : Edgar Morin ■